

L2 "Économie"

Matière : **Économie Algérienne**

EXAMEN FINAL

QUESTION DIRECTE (10 points) : Définir brièvement les concepts suivants :

1) Dualité du secteur agricole :

Le secteur agricole au lendemain de l'indépendance était complètement « **déstructuré** » et « **désarticulé** ».

D'un côté, on trouve l'**AGRICULTURE D'EXPORTATION**, pratiquée sur le **domaine colonial**, composé des **terres les plus fertiles**. Elle est **gérée par et au profit exclusif de la population européenne**. C'est par ailleurs une **agriculture moderne et intensive, à forts rendements**, qui parvient à dégager en conséquence un **surplus importants destinés à l'exportation**.

De l'autre, on trouve l'**AGRICULTURE VIVRIÈRE** dont les caractéristiques sont aux antipodes de celle pratiquée dans les colons européens. Elle est ainsi pratiquée par les **autochtones**, sur les **terres les moins fertiles**. C'est une **agriculture traditionnelle** avec des **moyens rudimentaires, à faibles rendements**. En conséquence, la production est, d'une part, **insuffisante** pour satisfaire tous les besoins de subsistance de la population et, d'autre part, destinée à la consommation domestique (agriculture de subsistance), avec une nette prédominance de l'autoconsommation.

Le dualisme traduit donc cette coexistence de 2 secteurs agricoles complètement **déconnectés** et reposant sur des **logiques totalement différentes**.

Industries industrialisantes :

Planification impérative et centralisée :

Indépendance de la Banque Centrale :

2) Programme d'Ajustement Structurel (PAS) :

Le PAS est un **ensemble de conditions posées par le FMI** pour rééchelonner la dette (i-e : étaler son remboursement dans le temps) des pays confrontés à des difficultés financières et lui ouvrir de nouvelles lignes de crédit.

À travers le PAS, le FMI cherche à imposer un **programme (brutal) de libéralisation interne et externe de l'économie** :

- ✓ **réduction des dépenses de l'État**, principalement les *investissements publics* et les *dépenses sociales*,
- ✓ **restructuration et « dégraissage »** (réduction des *sur-effectifs*) des entreprises publiques... afin de les préparer à la *privatisation*,

- ✓ **privatisation (quasi-générale) de l'appareil productif et même de certains services publics** (distribution de l'eau potable, collecte des déchets, services de santé...),
- ✓ **Libéralisation du commerce extérieur** en réduisant les barrières douanières (taxes, quotas...),
- ✓ **dévaluation de la monnaie nationale** vis-à-vis des autres devises,
- ✓ **déréglementation générale des prix**, à travers la **suppression du soutien des prix et des subventions**,
- ✓ **blocage des salaires** (pour éviter que la dévaluation et la libéralisation des prix ne provoque un enchaînement inflationniste).

DISSERTATION (10 points) : Traitez, **au choix**, un (1) des deux (2) sujets de dissertation suivants :

SUJET 1 :

1) *Les principales mesures mises en œuvre par le gouvernement de l'époque pour gérer les effets de la crise financière de 1986 :* **(3 points au TOTAL)**

L'**austérité** a constitué la première réponse politique à la crise. Ainsi, face à la crise et à la perspective d'un déséquilibre financier et commercial, le gouvernement de l'époque est contraint de mettre en œuvre une **politique de rigueur**, avec : **(0,5 p.)**

- **la révision à la baisse des programmes d'investissement** : de nombreux projets d'investissement étaient alors différés ou carrément abandonnés ; **(0,5 p.)**
- **la réduction draconienne des importations**, à travers l'introduction de restriction à l'importation (politique des quotas avec les AGI) : - 16,4% en 1986 ; - 16,2% en 1987 ; - 6,7% en 1988. **(0,5 p.)**

Parallèlement à ces mesures d'austérité, dès la fin des années 1980, **l'équipe des réformateurs** a commencé à agir dans l'ombre comme un « gouvernement *bis* » ... mais sans responsabilité officielle. Les « réformateurs », réunis autour de M. Hamrouche, avaient le soutien tacite du Président Chadli et l'avantage de disposer d'un projet économique abouti et novateur comparé au programme du gouvernement dont l'essentiel des efforts était orienté vers la gestion à court terme de la crise.

C'est dans ce contexte que l'équipe des réformes réussit à introduire une première brèche dans le système politico-économique algérien, en décidant **d'assouplir le système de planification et de réorganiser le secteur productif**. Le but étant **d'éloigner l'administration de la gestion directe du secteur économique** en initiant un ensemble cohérent de réformes structurelles, avec :

1) **La réorganisation du secteur agricole :**

La réorganisation du secteur agricole s'inscrit dans le cadre d'un projet global visant à **redonner au secteur économique son autonomie de gestion** en l'extrayant des ingérences de l'administration, représentée par le ministère de tutelle et les

différents organes de planification. L'objectif stratégique de la réforme agricole était de **réduire progressivement les rigidités administratives** qui étouffaient le secteur depuis la révolution agraire, et ce à travers **la dissociation entre l'État propriétaire de la terre et l'État « agriculteur »**. Désormais, rien n'oblige l'État à s'immiscer directement dans la gestion des exploitations, à distribuer des revenus ou à prendre en charge des déficits ; seuls les producteurs seront responsables de la gestion des exploitations agricoles.

Cette libération des producteurs de la tutelle administrative s'est accompagné de la mise en place de nouveaux mécanismes permettant la **responsabilisation des producteurs** à travers le **changement du mode de financement des exploitations** (relations avec les banques) et de **formation des revenus dans le secteur agricole**. Ainsi, dans le cadre de la nouvelle réforme, le financement des exploitations agricoles n'est plus assuré automatiquement. Le financement de campagnes est désormais soumis à l'appréciation exclusive de la Banque, elle-même érigée en Entreprise Publique Économique (EPE), donc soumise à l'obligation de résultats et aux règles du code de commerce. Par ailleurs, le nouveau système permettait aux travailleurs de la terre de s'organiser sans ingérence de l'administration et les plaçaient face à leur responsabilité en liant leurs revenus aux résultats obtenus.

2) **L'aménagement du système de planification à travers la redéfinition des relations entre l'État et les entreprises publiques**

Le point fort de cette réforme se cristallisa dans l'introduction du principe d'autonomie des entreprises, des banques et des fermes étatiques, dans l'objectif de soumettre l'activité du secteur public aux règles du code de commerce. La toile de fond de ce projet était l'instauration de la concurrence à travers l'encouragement du privé national à participer effectivement aux secteurs productifs

2) **Les conséquences économiques et sociales : (3 points)**

3) **Le parallèle en la crise actuelle (depuis 2014) et celle du milieu des années 1980 : (2 points)**

SUJET 2 :

1) **Introduction (1 point)**

2) **Les raisons qui ont contraint l'Algérie à solliciter l'aide du FMI : (2 points)**

Depuis la fin des années 80, la situation économique et sociale ne cesse de se dégrader, mais **l'Algérie s'est toujours refusée de recourir au FMI**. Malgré les importantes réformes économiques, la situation financière de l'Algérie ne cesse de se dégrader le fameux contre-choc pétrolier de 1986, avec une dette extérieure de plus en plus « étouffante ». **Fin 1993**, la situation devient **insoutenable...** et on assiste à un véritable « **étrangement financier** », avec :

- ✓ **Le piège de la dette extérieure (0,5 p.)** : L'Algérie n'est pas parvenue à se dégager de la « **spirale de l'endettement** » où elle s'était enfermée depuis la fin des années 80" : elle était carrément obligée de s'endetter pour rembourser ses dettes arrivées à échéance !

De plus, ces **nouvelles dettes se faisaient à des conditions de plus en plus défavorables**, avec des **difficultés à accéder au marché financier international** et une **hausse importante des taux d'intérêt**.

En définitive, l'Algérie est tombée dans ce qu'on appelle une « spirale de l'endettement » qui l'a obligé à **abandonner tout son projet de développement économique et social...** pour consacrer tous ses efforts à rembourser ses dettes.

- ✓ **L'effondrement des prix du pétrole (0,5 p.)** : Au problème de l'endettement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, se conjugue une **conjoncture pétrolière mondiale de plus en plus défavorable** pour l'Algérie.

Les prix du pétrole, qui atteignent les 24 \$ en 1990, redescendent progressivement pour atteindre les **16 \$ en 1994**.

En plus du **déficit commercial** devenu chronique, cette **dégradation des prix pétroliers** entraîne une **diminution inquiétante des avoirs extérieurs** (réserves de change), qui représente **moins de 2 mois d'importations en 1993**.

Le **déficit budgétaire** devient aussi chronique avec la baisse de la fiscalité pétrolière : il atteint les 8,5% du PIB en 1993.

- ✓ **La cessation de paiement (0,5 p.)** : Sous l'effet de la **dégradation des prix pétroliers**, le poids de la dette extérieure n'a pas cessé d'augmenter, au point de paralyser progressivement toute l'économie. En 1993, le *service de la dette* extérieure atteint **86% des exportations**. En 1994, l'Algérie est carrément en **cessation de paiement**, avec un **ratio du service de la dette** qui dépasse les **118%**.

Cette **rupture des équilibres internes et externes (0,5 p.)** pousse donc l'Algérie à solliciter l'aide du FMI, ce qu'elle s'est toujours refusée de faire depuis la fin des années 80".

3) **Les principales mesures prévues dans le cadre du PAS : (3 points)**

À travers le PAS, le FMI cherche à imposer un **programme (brutal) de libéralisation interne et externe de l'économie** :

- ✓ **réduction des dépenses de l'État**, principalement les *investissements publics* et les *dépenses sociales*, **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ **restructuration et « dégraissage »** (réduction des *sur-effectifs*) des entreprises publiques... afin de les préparer à la *privatisation*, **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ **privatisation (quasi-générale) de l'appareil productif et même de certains services publics** (distribution de l'eau potable, collecte des déchets, services de santé...), **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ **Libéralisation du commerce extérieur** en réduisant les barrières douanières (taxes, quotas...), **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ **dévaluation de la monnaie nationale** vis-à-vis des autres devises (- 40% rien qu'en 1994), **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ **déréglementation générale des prix**, à travers la **suppression du soutien des prix et des subventions**, **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**

- ✓ **blocage des salaires** (pour éviter que la dévaluation et la libéralisation des prix ne provoque un enchaînement inflationniste).

4) **Les conséquences économiques et sociales du PAS : (3 points)**

L'application du PAS a bien permis de **rétablir les équilibres macroéconomiques et financiers**, avec : **(0,25 p.)**

- ✓ **La reprise de la croissance économique** (PIB réel) : - 0,9% en 1994 ; +3,8% en 1995 ; +3,8 en 1996 ; +1,3 en 1997). **(0,25 p.)**
- ✓ **La réduction progressive du déficit public** (8,5% du PIB en 1993 → 1% en 1996), grâce aux nombreuses coupes budgétaires qui ont affecté particulièrement les investissements publics et les crédits aux secteurs sociaux et aux services publics. **(0,25 p.)**
- ✓ **La maîtrise de l'inflation** (29% en 1994 → 4,9% en 1998), grâce à une politique monétaire restrictive (encadrement du crédit et hausse des taux d'intérêt) qui a permis de contenir la croissance de la masse monétaire. **(0,25 p.)**

Toutefois, la **libéralisation** et l'**ouverture brutale des marchés** dans le cadre du PAS, a fragilisé considérablement le **tissu économique** et le **corps social** dans son ensemble, avec :

- ✓ la **politique d'austérité...** pour gonfler les réserves de change et rassurer les créanciers ; **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ la **dette extérieure qui reste pesante**, malgré le rééchelonnement ; **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ l'**effondrement de la production industrielle** et **explosion des importations** ; **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ l'**explosion du chômage** ; **(0,25 p. + 0,25 pour l'explication)**
- ✓ la **paupérisation des travailleurs** et la **précarisation de l'emploi** ;
- ✓ la **dégradation des services collectifs** ;
- ✓ et la **mise à l'arrêt du projet de développement économique et social**.

5) **Conclusion (1 point)**

REMARQUES :

- *Jusqu'à 2 points peuvent être ajoutés à la présentation de la copie, à la cohérence textuelle et à la correction de la langue*
- *Jusqu'à 1,5 points peuvent être ajoutés pour l'assiduité (présence) au cours.*